



SYNTHESE

LE PROJET ECONOMIQUE DU FRONT NATIONAL OU COMMENT ACCELERER L'EFFONDREMENT DE L'ECONOMIE FRANÇAISE

Le Front National, qui promet de « renverser la table », propose paradoxalement de poursuivre, en pire, la politique économique menée ces 30 dernières années : **dépenses excessives de la sphère publique, taxations supplémentaires** pour les acteurs privés, et **déni de la compétition économique mondiale** dans laquelle la France est plongée.

Avec le programme économique du FN, nous passerions ainsi du déclin de notre économie à son effondrement.

Le programme du FN = la relance par les salaires et la consommation de 1981
Le programme du FN = le choc fiscal de 2012 avec des conséquences amplifiées
Le programme du FN = l'effondrement monétaire argentin ?
Le programme du FN = 120 milliards de dépenses supplémentaires

La mise en place effective du programme économique du Front National cumulerait les risques de trois expériences économiques, la relance de 1981, le choc fiscal de 2012, l'effondrement monétaire argentin, avec pour premières conséquences un affaissement de l'économie par :

- un déficit public abyssal qui minera la confiance ;
- la hausse des taux d'intérêts qui bloquera l'investissement ;
- la délocalisation de productions pour échapper aux droits de douane ou aux quotas d'importation et pour échapper à la hausse des prélèvements fiscaux.

Et aussi une amputation du pouvoir d'achat par :

- la hausse du chômage résultant de la régression économique.
- l'inflation et en particulier la hausse des prix des biens importés (carburant, vêtements, chaussures, télévisions, ordinateurs, tablettes, smartphones, électroménager,...) ;
- la hausse des impôts ;
- la hausse des taux d'intérêts qui renchérirait l'achat de logement ;
- la spoliation des épargnants français qui ont investi en contrat d'assurance.

Le programme du FN = Le choc fiscal de 2012 avec des conséquences amplifiées

Le programme économique du FN : des impôts, encore des impôts !

- **Pour les ménages** : un impôt sur le revenu alourdi, sur un nombre réduit de contribuables, ceux qui paient déjà le plus d'impôts.

Le Front National propose d'intégrer la taxe d'habitation à l'impôt sur le revenu : *« La taxe d'habitation, opaque, sera intégrée à l'impôt sur le revenu, plus juste, sous la forme d'une taxe additionnelle qui sera aussi progressive que l'impôt sur les revenus ».*

Cela aboutirait à concentrer encore davantage l'impôt sur un petit nombre de contribuables ; un encouragement pour ceux qui ne sont pas encore partis à quitter la France.

En conséquence de la suppression de la première tranche d'impôt sur le revenu, seuls 46% des ménages seraient redevables de l'impôt sur le revenu en 2016, 1% des ménages, soit 370 000 foyers en acquittant près de la moitié.

- **Pour les entreprises** : une taxation accrue des fleurons de notre industrie nationale, un étranglement de nos PME par une augmentation des charges.

« L'impôt sur les sociétés sera réformé pour encourager le réinvestissement prioritaire des bénéficiaires en France et mettre fin à la sous-imposition massive des grands groupes »

Cette idée s'appuie entre autres, sur une étude du Trésor parue en juin 2011 « *le taux de taxation implicite des bénéficiaires en France* » qui a causé beaucoup de tort à l'économie française :

- Cette étude a mis sur le devant de la scène la notion de « pseudo » justice fiscale qui a pris le pas sur le raisonnement économique ;
- Elle a occulté le fait que les entreprises françaises dans leur globalité étaient les plus taxées de l'OCDE ;
- Elle s'est focalisée sur l'impôt sur les sociétés en laissant dans l'ombre l'importance des impôts sur la production pesant sur nos entreprises (3,64% du PIB contre 0,44% en Allemagne, soit un écart de 64 milliards d'euros !);
- La lecture fine de l'étude montre que l'écart constatée en termes d'impôts sur les sociétés provient pour l'essentiel de la déductibilité des intérêts (les grandes entreprises françaises déduisent plus d'intérêts car elles investissent plus !) et du taux de faillite des petites entreprises qui rend leurs pertes non déductibles. Enfin, cette étude sur laquelle se base le FN est datée, puisqu'**une nouvelle étude du Trésor de 2014 a montré que l'écart d'imposition était bien moindre que celui avancé dans l'étude 2011** (32 % d'IS pour les PME contre 26 % pour les grands groupes).

Cette étude a fourvoyé le monde politique dans des orientations néfastes qui se sont concrétisées par la hausse de l'imposition des grandes entreprises et la non déductibilité des intérêts d'emprunts qui pèsent sur l'investissement, orientations mises en œuvre par le Gouvernement Ayrault.

Ces orientations tendent à réduire l'ancrage national des fleurons de notre économie, grandes entreprises et ETI, en les incitant à délocaliser leurs activités. Cela témoigne en particulier d'une ignorance de leur rôle crucial dans notre économie. Au total, cela réduira l'emploi et les recettes fiscales.

Le Front National propose de « fusionner l'IS et la contribution économique territoriale (CET). La pression fiscale n'est plus contrôlée entre l'IS de l'Etat et la CET des Collectivités locales (qui se décompose en Contribution Foncière sur les Entreprises et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée) ».

La transformation d'un impôt fixe – la CVAE et la CFE - en un impôt variable va produire en outre une très grande volatilité des recettes pour les collectivités locales qui seront amenées probablement à augmenter les impôts fonciers et les taxes d'habitation en compensation.

Aucune option n'est proposée pour financer une telle mesure.

LE PROGRAMME DU FN = LA RELANCE PAR LES SALAIRES ET LA CONSOMMATION DE 1981

Une augmentation du coût du travail pénalisante pour l'emploi

Le Front National s'inscrit complètement dans la logique de relance du pouvoir d'achat des salariés développée traditionnellement par la Gauche :

« L'impôt sur les sociétés sera modulé pour inciter les entreprises à adopter une politique salariale plus généreuse et distribuer davantage de leurs profits à leurs salariés ».

« Rétablissement de l'échelle mobile des salaires : les salaires devront être indexés sur l'inflation, pour éviter des pertes de pouvoir d'achat annuelles parfois égales à 3% ».

« Il faut dans le même temps augmenter le pouvoir d'achat sans pour autant grever la rentabilité des entreprises: nous proposons de financer une diminution des charges des cotisations sociales salariales par l'institution d'une Contribution Sociale aux Importations égale à 3 % du montant des biens importés –et non par une TVA dite «sociale» qui n'a en réalité rien de sociale. L'application de la Contribution Sociale aux Importations permettra d'augmenter de 200 euros net les rémunérations des salaires jusqu'à 1,4 fois le SMIC ».

Cette contribution sociale aux importations est incompatible avec les règles du marché commun européen. Elle ne pourra pas être mise en place sauf à sortir du cadre européen mais alors avec à la clé des mesures de rétorsion qui pénaliseront nos exportations. Cette taxation des importations de 3% qui représenterait près de 15 milliards d'euros (3% des 491 milliards d'euros en 2014) serait répercutée dans le prix des productions françaises et pénaliserait nos exportations par la hausse du coût des composants et augmenterait les prix à la consommation, à due concurrence : ce qui serait gagné en pouvoir d'achat au niveau du salaire serait reperdu par la hausse des prix que générerait cette taxe.

Ces propositions traduisent également une ignorance et de la crise de compétitivité de notre économie et de la réalité des augmentations salariales.

Le marché du travail français se caractérise en effet par son caractère non concurrentiel.

Les salaires réels augmentent davantage que la productivité malgré la baisse de la rentabilité des entreprises françaises, l'intensification de la concurrence internationale qu'elles affrontent, le chômage :

Les propositions du Front National renforceraient encore davantage la rigidité de notre marché du travail et accélèreraient la perte de compétitivité de notre économie par la hausse des salaires qui se traduirait par une accélération de nos pertes de part de marché à l'international et un accroissement du chômage.

LE PROGRAMME DU FN = UN ACCELERATION DE LA DESINDUSTRIALISATION

Protectionnisme et industrie : des mesures dangereuses et contreproductives

Le Front National fait un bon diagnostic : l'importance de l'industrie pour le redémarrage de l'économie française. Le mythe d'une économie exclusivement de services est caduc, et nous savons aujourd'hui qu'une économie prospère ne peut exister sans un secteur industriel puissant, notamment une industrie de haute valeur ajoutée. Notre propre croissance est freinée, bloquée, par un secteur industriel désormais trop faible. En effet, la part de l'industrie dans le PIB en France nous place au quinzième rang des pays de la zone euro, au côté de... la Grèce !

Du fait de la faible part de l'industrie dans notre production de richesse, notre croissance potentielle se situe désormais entre 0,5 et 0,8 % alors que le financement de notre modèle social nécessite une croissance supérieure à 2%.

La croissance réelle ne peut guère dépasser ce niveau, à moins de la doper par l'endettement... stratégie que nous mettons en œuvre avec constance depuis deux décennies mais qui arrive à son terme du fait de notre surendettement.

- Mais, tels les médecins de Molière, si le Front National observe le bon diagnostic en matière d'industrie, les remèdes qu'il propose risquent surtout d'aggraver le mal.

- Le FN, comme la gauche, refuse de comprendre l'importance du capital pour nos entreprises : aucun allègement des prélèvements qui pèsent sur le capital en France n'est prévu. Au contraire, le capital et ses revenus sont considérés comme une ressource pour financer la dépense publique. De plus, le programme frontiste prévoit d'augmenter encore la fiscalité sur les dividendes, et de manière générale, sur le capital. Le programme du FN propose donc d'aggraver encore la situation actuelle. Conséquences :

- la réduction de la capacité de financement de nos entreprises conduit au départ des investisseurs de France
- L'incapacité à recapitaliser nos grands groupes lorsqu'ils rencontrent des difficultés qui doivent

faire appel à des capitaux étrangers (Peugeot, Alstom, Alcatel).

- Le départ des créateurs de richesse : le nombre de Français quittant le pays s'accroît de 4% par an, soit un flux de l'ordre de 65 000 personnes hautement qualifiées. Le programme du FN accélérerait cette tendance, dans des proportions sans doute considérables.

- Comme la gauche, le FN propose une **augmentation des salaires**, notamment la réintroduction de l'échelle mobile des salaires, disparue en France depuis...1982! A l'heure d'une compétition économique mondiale, une augmentation des coûts de production par la hausse des salaires handicaperait la compétitivité des entreprises françaises, et menacerait donc ces entreprises, et ces emplois.

L'illusion de la protection de notre industrie par les droits de douane

« Il convient de mettre en place des droits de douane afin de rétablir une juste concurrence avec les pays dont l'avantage concurrentiel est issu du moins disant social et des manipulations monétaires ».

- Ces droits de douane supplémentaires seraient **rejetés par l'OMC et l'Union Européenne et amèneraient des mesures de rétorsion qui réduiraient nos exportations et inciteraient nos entreprises à délocaliser leurs productions pour y échapper.**
- Vouloir développer des industries à l'abri de frontières douanières se heurte au double risque de ne pas pouvoir vendre à l'échelle du monde et de ne pas pouvoir disposer d'un sourcing compétitif sur les composants du produit et donc d'aboutir à des productions chères sans débouchés sur le plan international et qui pénalisent le consommateur français. Les quelques modèles « autarciques » (Cuba, Corée du Nord, Argentine, Iran) se soldent par un appauvrissement dramatique de la population.

Etablir des droits de douane serait donc au mieux inutile, au pire contre-productif pour le secteur industriel!

Si le Front National fait de l'industrie l'axe premier de sa politique économique, il ne propose pas véritablement de politiques concrètes pour la relancer, en dehors de la protection par les droits de douane et la solution radicale que représente la sortie de l'euro.

Or, notre premier déficit commercial provient de la zone euro -37,8 milliards d'euros en 2014- loin devant l'Asie -24,1 milliards d'euros. Si nous avons maintenu nos parts de marché dans la seule zone euro, nous bénéficierons de 155 milliards d'euros d'exportations supplémentaires de biens et de services, générant un supplément de 7,5% de PIB, 1,5 million d'emplois supplémentaires, et nous aurions des comptes publics proches de l'équilibre. **Notre désindustrialisation ne découle donc nullement du niveau de l'euro.**

Sortir de l'euro : une stratégie monétaire risquée.

La sortie de l'euro est l'un des thèmes forts du Front National. Pour le parti, cette sortie de la monnaie unique servirait à dévaluer la valeur de notre monnaie, pour regagner en compétitivité et doper nos exportations. Derrière ce schéma a priori facile, **quelles seraient les réelles conséquences d'une sortie de l'euro ?**

1. Un effondrement de la monnaie nationale, (les économistes prévoient entre 20 et 30%)
2. Une explosion des prix à la consommation, un emballement de l'inflation qui pénaliseraient les Français les plus modestes et les épargnants, (produits importés)
3. L'augmentation du prix des matières premières importées notamment le pétrole,
4. Un accroissement du déficit public et de la dette,
5. L'augmentation du chômage,
6. Le recul du PIB.

La sortie de l'euro serait donc pénalisante pour l'économie française, et notamment pour les plus fragiles : les PME et les ménages modestes. Ils seront les premières victimes de l'effondrement de la monnaie et de l'explosion des prix à la consommation. Le programme du Front National se calque en fait sur l'expérience Argentine, qui a pourtant été un échec économique cuisant : une forte dévaluation, conjuguée avec des droits de douanes et des quotas d'importation, le fameux « protectionnisme économique ».

LE PROGRAMME DU FN = 120 MILLIARDS € DE DEPENSES SUPPLEMENTAIRES

L'Etat avec le Front National : plus de fonctionnaires, plus de dépenses, plus de dettes.

- Avec le FN, c'est l'assurance d'un Etat dépensier : augmentation des salaires des fonctionnaires, augmentation des retraites, augmentation du coût de la dette, politique familiale hasardeuse et coûteuse avec la mise en place d'un « revenu familial » pour les femmes restant au foyer.

Au total, les nouvelles dépenses –celles qui ont pu être chiffrées- s'élèvent à 123 milliards d'euros à 5 ans :

. Revalorisation des revenus des salariés de la fonction publique	4
. Revalorisation des retraites (niveau actuel et déplafonnement de la réversion)	19
. Couverture du coût réel d'un enfant par les allocations familiales	12
. Dépense fiscale de fusion IS/CET	16
. Renchérissement du coût de la dette (dû à la sortie de la zone €)	30
- Exonération des charges salariales pour les salaires inférieurs à 1,4 Smic	18
. Réduction de la TIPP	2,6
. Dépendance	5
. Mise en place d'un revenu parental	5
. Augmentation de l'effort de défense à 2% du PIB	9
. Augmentation du budget de la justice	2
. Reconstitution des effectifs de la police	0,4

Comme la gauche et l'extrême-gauche, le Front National n'a toujours pas pris la mesure d'une nécessaire et salutaire réduction du poids de l'Etat : bien au contraire, il propose, tel le programme commun de 1981, de faire exploser les dépenses publiques, avec 120 milliards d'euros de dépenses supplémentaires, soit **6 points de PIB**. Rappelons que notre déficit public actuel, qui avoisine les 4% du PIB, passerait à 10% du PIB en 5 ans ! Un amoncellement de mesures, au mieux par pure démagogie, au pire par inculture économique, qui pourrait coûter très cher à la France.

Un Etat efficace, c'est un Etat modeste, dynamique, encourageant le secteur privé : tout le contraire de ce que propose le FN.

- Beaucoup de nouvelles dépenses... pour quelles économies ?
Le FN justifie ses dépenses en promettant certaines économies... mais cela sera-t-il suffisant ?

Quelles économies nous promet le Front National (en milliards d'euros) ?

➤ Baisse de 2% des dotations de l'Etat aux conseils généraux et régionaux	0,3
➤ Lutte contre la fraude sociale	1,5
➤ Suppression de l'aide médicale d'état	0,7
Total :	2, 5 milliards €.

C'est bien peu face au 123 milliards d'euro de dépenses publiques prévues. Les autres économies promises par le Front National (« Modernisation de l'Etat », « Contrôle de légalité par l'Etat des engagements des collectivités locales », « Audit obligatoire des dépenses des intercommunalités »...) ne sont toujours pas chiffrées.

Réductions des dépenses		Nouvelles dépenses	
Chiffrés en M€			
Baisse de 2% des dotations de l'Etat aux conseils généraux et régionaux	(0,3)	Revalorisation des revenus des salariés de la fonction publique	4
Lutte contre la fraude sociale	(1,5)	Réduction de la TIPP	2,6
Suppression de l'aide médicale d'état	(0,7)	Augmentation de l'effort de défense à 2% du PIB	9
		Augmentation des salaires < 1,4 Smic	18
		Augmentation du budget de la justice	2
		Reconstitution des effectifs de la police	0,4
		Revalorisation des retraites (niveau actuel et déplafonnement de la réversion)	19
		Dépendance	5
		Mise en place d'un revenu parental	5
		Couverture du coût réel d'un enfant par les allocations familiales	12
		Dépense fiscale de fusion IS/CET	16
		Renchérissement du coût de la dette	30
TOTAL	(2,5)	TOTAL	123
Non chiffrés			
Contrôle de légalité par l'Etat des engagements des collectivités locales		Fixation de la retraite agricole à 85% du SMIC	
Maîtrise des effectifs par les collectivités locales		Développement des crèches	
Suppression de la clause générale de compétence		Intégration de la proximité dans la politique hospitalière	
Audit obligatoire des dépenses des intercommunalités		Maintien des petits collèges	
Modernisation de l'Etat		Moratoire sur la restructuration des services publics en zone rurale	
Economie résultant de la diminution de l'immigration			